PRÉFET
DU CALVADOS
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 31/08/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/08/2026

Contexte et constats

Publié sur GÉORISQUES

LABORATOIRES GILBERT

928 avenue du Général de Gaulle
14200 Hérouville-Saint-Clair

Références : 2026-485
Code AIOT : 0005300334

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2026 dans l'établissement LABORATOIRES GILBERT implanté 928 avenue du Général de Gaulle 14200 Hérouville-Saint-Clair. L'inspection a été annoncée le 19/08/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (https://www.georisques.gouv.fr/).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de la situation de sécheresse affectant le département et du classement des zones « Orne moyenne » et « Orne aval » au niveau de gravité « crise ».

L'inspection avait pour objectif d'examiner les dispositions mises en œuvre par l'exploitant afin de respecter les mesures de réduction des prélèvements d'eau applicables aux installations classées, ainsi que les modalités de suivi et de transmission des consommations d'eau dans le contexte de sécheresse en cours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORATOIRES GILBERT
- 928 avenue du Général de Gaulle 14200 Hérouville-Saint-Clair
- Code AIOT : 0005300334
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Laboratoires Gilbert - site De Gaulle, situé à Hérouville-Saint-Clair, est soumis au régime de la déclaration au titre des rubriques ICPE 1510, 1450, 2564, 2661 et 2925.
Le site est constitué de deux bâtiments de production dénommés « De Gaulle » et « Haut Crépon ». Les activités exercées concernent principalement la fabrication et le conditionnement de produits pharmaceutiques et cosmétiques.

Le bâtiment « De Gaulle », créé en 1962 permet la fabrication de produits sous différents statuts (médicament, dispositif médical, biocide, cosmétique) et sous diverses formes et conditionnements (sirop, crème, gel, lotion, flacons, tubes, compresses, unidoses). Le site accueille également les activités d'innovation et de développement du Groupe.
Le bâtiment « Haut Crépon » (2006), est spécialisé dans la fabrication d'unidoses stériles avec trois lignes de production.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 27/06/2023, article 7-2	Sans objet
2	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
3	Volume de référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
4	Réduction des prélèvements en situation de crise	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
5	Communication des données	Arrêté Préfectoral du 27/06/2023, article 7-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant assure un suivi régulier des consommations d'eau du site et transmet hebdomadairement les données de suivi via l'outil GIDAF conformément aux modalités définies par l'inspection des installations classées.

Les données déclarées montrent le respect, depuis le début des déclarations effectuées le 20/07/2026, des objectifs de réduction des prélèvements applicables en période de sécheresse pour les niveaux « alerte renforcée » et « crise ».

L'exploitant a mis en œuvre plusieurs mesures de sobriété hydrique afin de limiter les consommations d'eau, notamment l'adaptation de l'organisation de la production et la réduction de la fréquence des opérations de lavage. Un suivi renforcé des installations et des réseaux est également assuré afin de détecter d'éventuelles dérives de consommation ou fuites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2023, article 7-2
Thème(s) : Autre, Mesures générales de sobriété et traitement des effluents
Prescription contrôlée : L'arrosage des espaces verts connexes et le lavage des véhicules sont interdits sauf pour motif sanitaire. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. La surveillance des équipements concourant au traitement des effluents est renforcée. Les réactifs nécessaires au traitement des effluents resteront en permanence en quantité suffisante. Le système de traitement doit rester opérationnel. En cas de constat d'un dysfonctionnement, les rejets doivent être immédiatement arrêtés. L'augmentation des fréquences de surveillance pour les paramètres de fréquences supérieures à journalière pourra être exigée par l'inspection des installations classées. Il doit être procédé à la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de confinement des réseaux.
Constats : L'exploitant indique que les consommations d'eau du site sont principalement liées aux activités de production. Aucun usage de l'eau pour l'arrosage des espaces verts ou le lavage des véhicules est réalisé. Afin de renforcer la maîtrise des consommations d'eau et la détection d'éventuelles anomalies sur les réseaux, l'exploitant a mis en place un suivi renforcé des installations. Des relevés de compteurs sont réalisés à une fréquence accrue. L'exploitant précise également avoir constitué une équipe dédiée aux utilités du site (« techniciens utilités »), chargée notamment du suivi des consommations d'énergie et d'eau, de la réalisation des relevés de compteurs et du contrôle régulier des réseaux afin de détecter au plus tôt d'éventuelles fuites ou dysfonctionnements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien etl'exploitation des installations pour : -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux

de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]

Constats :

L'exploitant indique avoir mis en place des actions de sensibilisation du personnel relatives à l'usage raisonné de la ressource en eau. Cette sensibilisation vise notamment à encourager les bonnes pratiques en matière de maîtrise des consommations d'eau au sein des installations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Volume de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables

Prescription contrôlée :

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.
Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.

Constats :

L'exploitant indique avoir retenu comme référence le trimestre civil correspondant pour l'établissement des volumes de référence applicables au site « De Gaulle ». Le site dispose d'un comptage distinct par bâtiment, permettant d'établir un suivi différencié des consommations d'eau pour les bâtiments de production « De Gaulle » et « Haut Crépon », notamment en raison de rythmes de production différents entre les deux installations.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir pris en compte la valeur forfaitaire de 5 % prévue par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veillera à réaliser les calculs des volumes de référence et des réductions de prélèvements à atteindre conformément aux dispositions prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, notamment concernant la définition du volume de référence et la prise en compte de la valeur forfaitaire de 5 %.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réduction des prélèvements en situation de crise

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

Thème(s) : Autre, Réduction des prélèvements

Prescription contrôlée :

I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :
[…]
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

Constats :

A la date du 23/08/2026 et depuis le début des déclarations réalisées par l'exploitant dans l'outil GIDAF le 20/07/2026 au titre de la période de sécheresse, les données transmises montrent le respect des objectifs de réduction des prélèvements en eau applicables aux niveaux « alerte renforcée » et « crise », correspondant respectivement à des réductions de 10 % et 25 % des prélèvements.

L'exploitant indique toutefois anticiper une augmentation des consommations d'eau en lien avec une reprise de l'activité du site. Il est rappelé que les objectifs de réduction doivent être établis conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, notamment concernant la définition du volume de référence et la prise en compte de la déduction forfaitaire de 5 % applicable aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement.

Afin de respecter les objectifs de réduction applicables, l'exploitant indique avoir mis en œuvre plusieurs mesures de sobriété hydrique, notamment :

- l'arrêt de certaines lignes de production durant les week-ends ;
- la réduction de la fréquence des opérations de lavage par augmentation du « temps propre » des installations, porté de 8 heures à 24 heures.

L'exploitant précise que cette adaptation temporaire des conditions d'exploitation a fait l'objet d'une validation par son autorité de tutelle au regard des exigences de qualité applicables à la production et s'accompagne d'un renforcement des contrôles internes.

L'exploitant indique également qu'un comité énergie du groupe assure un suivi des consommations d'eau et des objectifs de réduction applicables en période de sécheresse.

Il a toutefois été constaté que l'exploitant ne dispose pas, à ce jour, d'un document de synthèse recensant des actions en lien avec la gestion de la ressource en eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera un audit de gestion de l'eau du site permettant :

- d'identifier et de quantifier les actions déjà mises en œuvre en matière d'économie d'eau, de réduction des consommations ou de recyclage ;
- d'identifier les principaux postes consommateurs d'eau ;
- de définir les actions complémentaires envisageables à court, moyen et long termes afin de réduire durablement les prélèvements ;
- d'établir un plan d'action hiérarchisé ;
- d'anticiper les futures périodes de sécheresse par la définition de mesures organisationnelles et techniques adaptées au maintien des objectifs réglementaires de réduction des prélèvements en eau.

Il est rappelé que l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 prévoit, sous réserve de justification par l'exploitant, certaines possibilités d'exemption aux obligations de réduction des prélèvements, notamment en cas de réduction des prélèvements d'eau depuis 2018 ou de recours significatif à la réutilisation des eaux. Les éléments issus de l'audit de gestion de l'eau pourront, le cas échéant, contribuer à l'établissement de ces justifications.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Communication des données

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2023, article 7-2

Thème(s) : Autre, Communication des données

Prescription contrôlée :

Les données sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées. Les ICPE dont la consommation moyenne annuelle sur les 3 dernières années est supérieure à 10 000 m3/an transmettent leurs données à l'inspection des installations classées selon les modalités définies et par la voie qu'elle détermine être la plus adaptée.

Constats :

L'exploitant transmet hebdomadairement les données de consommation d'eau via l'outil GIDAF, chaque lundi pour la semaine précédente.

Lors de l'inspection, il a été constaté que la valeur de référence utilisée par l'exploitant ne prenait pas en compte la déduction forfaitaire de 5 % prévue par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. L'exploitant indique qu'il procédera à la révision de cette valeur de référence.

Type de suites proposées : Sans suite